



Association Tunisienne  
de Défense des Libertés  
Individuelles

# المعرض الاسبوعي للصحافة

LA REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE  
THE WEEKLY PRESS REVIEW




# *Media Libre* 2018



Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 27-07-2018</p> <p>Sarah Benali Juriste en Droit international, étudiante en journalisme</p> <p><a href="http://huffpostmaghreb.com">huffpostmaghreb.com</a></p>	<p><b>Les acquis de la République ne sont pas ouverts à négociation</b></p> <p>Les avancées proposées par la Commission des libertés individuelles, si elles viennent à être votées, préserveront des générations d'un système discriminatoire et liberticide.</p> <p>Cette histoire commence le 22 octobre 2012 ou longtemps avant ça, bien avant ma naissance, bien avant la proclamation de la première République, bien avant la promulgation du Code de statut personnel. Cette histoire est un peu la mienne mais deviendra désormais la vôtre. Au début des années cinquante, à Makthar (gouvernorat de Siliana), une petite fille de 11 ans fût mariée à un homme bien plus âgé. Il consommera le mariage. Cet enfant sera violé pendant un mois dans le cadre du lien conjugal. Elle réussira à s'enfuir, un mois plus tard, des mains de son agresseur pour trouver refuge chez ses parents. Elle attendra encore trois ans avant de pouvoir obtenir le divorce, désormais possible après la promulgation du Code statut personnel. Plus tard, elle rencontrera un autre homme, de quelques années son aîné, elle l'aimera et l'épousera. En 2018, cette petite fille est une vieille dame, toujours mariée à son amour de jeunesse, elle n'a toujours pas digéré le traumatisme qu'elle a subi. Cette histoire, elle ne la raconte pas ou très peu et quelque part, elle m'a été transmise de mère en fille. Cette petite fille n'est autre que ma grand-mère. Le 22 octobre 2012, je me trouve devant le petit écran, sur la chaîne "Ettounsiya", les chroniqueurs et les invités de l'émission "Klem Ennes" sont confrontés à un certain "Bahri Jelassi", homme d'affaires et chef du Parti "al-Infatih" - paradoxalement "l'ouverture". Il revendique la réforme du Code du statut personnel qui ne permet le mariage des mineurs de 17 ans que dans des cas extrêmes avec l'autorisation du juge, conditionnée par l'intérêt supérieur de l'enfant. Il s'oppose à ce qu'une loi vienne réduire sa liberté de "donner sa fille à un homme", quel que soit l'âge de sa progéniture. Pour lui, il la marierait, volontiers, à treize ans, dès sa puberté. Plus tard, l'actrice et entrepreneur Maram Ben Aziza lui posera la question: "Qu'est-ce que le mariage pour vous? Vous la donneriez à un homme pour faire quoi au juste?". Monsieur répond : "pour le sexe". Ses propos provoqueront l'indignation des personnes présentes sur le plateau, dont Maya Ksouri, avocate et chroniqueuse. Elle décrira ses propos de convulsions cérébrales, d'infections dues à un arrêt soudain de prise de corticoïde. Le journaliste Haythem El Mekki les qualifiera de "Hayawenisme"/" animalisme". Selon lui, le "Hayawenisme" serait la volonté d'organiser ce monde de manière à toujours satisfaire l'instinct primitif de l'envie sexuelle. Il mettra dans cette catégorie les partisans de la polygamie et de l'excision des femmes. Minoritaire sur le plateau de "Klem Ennes", Bahri Jelassi fait face à ce qu'il qualifie de "horde", il l'insulte, l'accuse d'hérésie et d'apostasie puis conclut sur cette phrase qui me restera en mémoire: "toutes ces femmes démocrates, ces hommes, ces idéologies... leur pensée est corrompue et</p>

ils constituent un virus... ces gens-là, il faut les envoyer en URSS, aux États-Unis d'Amérique, ou leur créer un État dans le Sahara tunisien, nommer Hamma Hammami (secrétaire général du Front Populaire) président, nommer Bochra Bel Haj Hmida (avocate et militante féministe) son ministre, nommer Maya Ksouri (chroniqueuse et polémiste à "Klem Ennes") au ministère de la Femme et y condenser toutes les pédales (le terme péjoratif utilisé est queer- "شاذّ" pour dire homosexuels), les débauchés, les pervers sexuels, les dépravés immoraux". La séance est levée, je pense à cette petite fille victime de viol il y'a plus de soixante ans, libérée par la loi que Bahri Jelassi conteste. J'espère qu'elle n'a pas regardé l'émission, je ne le saurai jamais. Moi j'ai regardé et j'avais la rage. Bahri jelassi remue le couteau dans la plaie, il est du côté des bourreaux, il veut leur donner la liberté d'engendrer d'avantage de victimes, des petites filles abandonnées par des parents malveillants et irresponsables dans les mains d'agresseurs sexuels. Cet homme n'a pas cru si bien dire, insufflant l'idée d'un communautarisme insupportable. Face aux menaces grandissantes sur les libertés individuelles dans les années qui ont suivi, l'étau se resserrait, ce n'est pas pour autant que Bochra Bel Haj Hmida (députée et présidente la Commission des libertés individuelles et de l'égalité) et une bonne partie de la société civile, ont décidé de revenir sur les acquis du Code du statut personnel, bien au contraire. Rien que cette année, le parlement a promulgué une loi contre les violences faites aux femmes reconnaissant le viol conjugal (loi du 25 juillet 2017). Le gouvernement de Youssef Chahed a aussi annulé un décret permettant aux femmes tunisiennes de choisir leurs conjoints quelque soit sa religion (décret datant de 1973). Et puis enfin, la commission des libertés individuelles et de l'égalité (COLIBE) communique son rapport au président de la république pour pousser, encore plus loin, les réformes dans le sens de la protection des Droits et libertés. Ce rapport a fait couler beaucoup d'encre et les membres de la commission ont été menacés de mort. Le 24 juillet 2018, un congrès pour les libertés individuelles et l'égalité a été organisé à la cité de la culture de Tunis par une trentaine d'associations et d'organisations, signataires d'un pacte en soutien au rapport de la COLIBE. Des hommes, des femmes et des enfants se sont réunis à l'amphithéâtre "Omar Khelifi" pour affirmer leur engagement à construire une société inclusive, respectueuse des libertés individuelles. Le mot a été donné, le combat continue, cette fois décentralisé, organisé et effectif. Ce n'est pas un pays qu'on créera au fin fond du Sahara, c'est la Tunisie qui préservera sa tradition progressiste en allant de l'avant. Les acquis de la République ne sont pas ouverts à négociation. Le Code du statut personnel a sauvé des hommes et des femmes et leur a épargné des souffrances inutiles. Les avancées proposées par la Commission des libertés individuelles, si elles viennent à être votées, préserveront des générations d'un système discriminatoire et liberticide. Liberté, égalité, dignité: c'est l'emblème de la deuxième République, une République qui aspire à inclure tous ses citoyens indépendamment de leurs différences.

Tahya Tounes.

 <p>26-07-2018</p> <p>B.L</p> <p><a href="http://businessnews.com.tn">businessnews</a></p>	<p><b>Lotfi Zitoun prend la défense de Nermine Sfar</b> Le dirigeant au sein d'Ennahdha, Lotfi Zitoun s'est adressé, dans un statut publié sur les réseaux sociaux ce jeudi 26 juillet 2018, aux détracteurs de la starlette Nermine Sfar, sortie en sous-vêtements et talons aiguille avec le drapeau national le 25 juillet 2018, pour célébrer, à sa manière, la fête de la République. Suite à la polémique suscitée par la jeune starlette accusée par certains de « profanation du drapeau national » et se trouvant au coeur d'une vague d'indignation chez les internautes, Zitoun a pris la défense de Nermine Sfar en soulignant que la véritable atteinte au drapeau était la situation médiocre dans laquelle se trouve actuellement la Tunisie. « La vraie profanation du drapeau national et des martyrs ce sont ces patients qui n'ont pas trouvé de médicaments pour survivre, c'est cette eau coupée dans plusieurs régions en cette canicule, c'est cette hausse des prix insupportable, c'est la dépréciation du dinar national, ce sont ces responsables qui font primer leurs intérêts personnels sur celui du pays, c'est cette jeunesse qui se jette à la mer et qui est endoctrinée par les groupes terroristes la transformant en une machine à tuer, c'est cette hémorragie de dizaines de milliers des cerveaux tunisiens en fuite, c'est un million de chômeurs négligés, arrêtez ces futilités ! », a-t-il écrit.</p>
 <p>27-07-2018</p> <p>W.J</p> <p><a href="http://realites.com.tn">realites</a></p>	<p><b>Bientôt, les Tunisiennes accompliront le service militaire?</b></p> <p>Dans un entretien avec l'agence de presse russe « Sputnik », la ministre de la Femme de la Famille et de l'Enfance, Néziha Laabidi a donné sa vision sur l'égalité homme-femme devant le service militaire. Selon la ministre, la Tunisie est sur la voie d'établir une véritable égalité entre l'homme et la femme dans tous les domaines y compris devant le service militaire. Néanmoins, l'égalité hommes-femmes au service militaire se fera progressivement. Dans ce contexte, elle a insisté sur la nécessité de mettre en place les infrastructures fondamentales pour appliquer cela et pour que les filles puissent accomplir le service militaire. Rappelons que depuis quelques temps, plusieurs voix masculines, furieuses contre l'égalité successorale au nom de l'égalité des sexes brandie par « les féministes », réclament un service militaire obligatoire pour « toutes » et « tous » ... toujours au nom de l'égalité des sexes.</p>
 <p>27-07-2018</p> <p><a href="http://mosaïquefm.com.tn">mosaïquefm</a></p>	<p><b>Min de la Relation avec les instances constitutionnelles, supprimé?</b></p> <p>Neuf organisations et associations de la société civile ont appelé vendredi à la suppression du ministère de la Relation avec les instances constitutionnelles, la société civile et des droits de l'homme, considérant que son rendement est "négatif", présente des "menaces pour les libertés" et contribue à la dilapidation des fonds publics". Dans une déclaration conjointe, les associations et organisations estiment que de "pareils ministères n'existent pas dans les pays démocratiques". Ce ministère, ont-ils expliqué, a élaboré des projets de lois contraires aux normes internationales relatives aux droits humains et aux acquis constitutionnels en matière de liberté d'expression, de presse, d'accès à l'information et d'organisation dans le cadre d'associations et de partis.</p>

"Cela n'a fait que profiter aux lobbies politiques et financiers qui font fi de la loi et sont contre l'indépendance des médias publics et la HAICA", souligne la déclaration. "Ces mêmes lobbies qui se sont évertués à instrumentaliser les médias pour manipuler l'opinion publique et la priver de son droit d'accéder à une information libre et conforme à la déontologie".

La déclaration conjointe a été signée par l'Association Vigilance pour la démocratie, la ligue tunisienne des Droits de l'Homme (LTDH), le Syndicat national des journalistes tunisiens, le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux, le Centre de Tunis pour la liberté de la presse, l'Union tunisienne des médias associatifs, l'Association tunisienne de défense des valeurs universitaires, l'Association des femmes tunisiennes pour la recherche sur le développement et le Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie.

Mehdi Ben Gharbia, ministre de la Relation avec les instances constitutionnelles, la société civile et les droits de l'homme a annoncé samedi 14 juillet courant sa démission de son poste de ministre.

#### مقالات باللغة العربية



27-07-2018

ايمان بن عزيزة

[alchourouk](http://alchourouk.com)

#### قضية الضحية عمر العبيدي مشجع الأفريقي: تقرير الطب الشرعي يؤكد وجود آثار عنف

علمت «الشروق» أن تقرير الطب الشرعي التكميلي المتعلق بالضحية عمر العبيدي مشجع فريق النادي الأفريقي ورد وأثبت تعرض الضحية للعنف قبل وفاته. وفي هذا السياق صرح محامي عائلة الضحية عمر العبيدي التومي بن فرحات لـ«الشروق» أن تقرير الطبيب الشرعي التكميلي أقر بوجود آثار عنف مسلط وكدمات على الفخذ الأيسر لمنوبهم. وأضاف الأستاذ بن فرحات أن عدّة شهود أكدوا ان الضحية عمر العبيدي تعرض الى العنف أثناء عملية المطاردة. وقال انه تم سماع جميع المتهمين بما فيهم من اعتبره الدفاع المتهم الرئيسي الذي تم التعرف عليه من قبل شاهدين من خلال البنية الجسدية وذلك خلال عملية العرض والتعرف، في انتظار إجراء جميع المكافحات القانونية لاستكمال الابحاث. وقال الأستاذ بن فرحات أنه ورغم التأكد من وجود اثار العنف الا ان قاضي التحقيق أبقى على جميع المتهمين بحالة سراح وهو ما يثير الريبة. وفي هذا السياق لوّح الأستاذ بن فرحات بإمكانية تقديم مطلب في استجلاب ملف القضية من محكمة بن عروس الى محكمة أخرى وذلك لرفع الحرج. وفي جانب آخر أكد الأستاذ بن فرحات ان هناك تعطيل ممنهج من أجل التعطيم على الحقيقة والتقصي من المسؤولية خاصة وان أعوان الامن ذوي الشبهة تم التعرف عليهم. وقال ان هيئة الدفاع تعمل على إثبات الحقيقة كاملة دون أي تلاعب أو تزييف. وكان قاضي التحقيق بالمحكمة الابتدائية بين عروس المتعهد بملف الضحية عمر العبيدي قد وجه الاتهام على 17 أمنيا. ويواجه المظنون فيهم جريمة القتل غير العمد طبق الفصل 217 من المجلة الجزائية الذي ينص على أنه «يعاقب بالسجن مدة عامين اثنين وبخطية قدرها 720 ديناراً مرتكب القتل عن غير قصد الواقع أو المتسبب عن قصور أو عدم احتياط أو إهمال تنبيهه أو عدم مراعاة القوانين. كما تم توجيه عدد 48 لسنة 1966 المتعلق بجريمة الامتناع المحظور، حيث نص الفصل 1 على انه «يعاقب بـ5 أعوام سجناً وبخطية قدرها 10 آلاف دينار كل من أمسك عمداً عن منع فعل موصوف أما بجناية أو بجنحة واقعة على جسم الشخص وكان قادراً على منعه بفعله دون خشية حضر على نفسه أو على الغير فيما نص الفصل 2 على أنه « يعاقب بالعقوبات المنصوص عليها بالفصل 1 كل من كان قادراً على أن يغيث بفعله الشخصي بالاستنجااد شخصاً في حالة خطر وامتنع عمداً عن ذلك دون خشية خطراً على نفسه أو على الغير أن ترتب عن عدم الإغاثة هلاك الشخص أو إصابته بضرر بدني أو تعكير حالته ويعاقب بالعقوبات المذكورة كل من تفرض عليه قواعد مهنية مساعدة الغير وإغاثته ويمتنع عن ذلك في الظروف المقررة بالفقرة المتقدمة.

ويذكر أن الشاب عمر العبيدي، توفي يوم 31 مارس الماضي غرقا في وادي مليان بالقرب من الملعب الأولمبي برادس، بعد أن تابع مباراة لكرة القدم بين النادي الإفريقي وأولمبيك مدنين. وقد وجهت هيئة الدفاع الإتهامات للفرقة الأمنية التي تعهدت بالابحاث الأولى بمحاولة قير الملف وتمسكت بإظهار حقيقة موت منوبها مؤكدة أن لديها ما يكفي من الأدلة التي تثبت الواقعة.

### تونس تشارك في الحملة الدولية " القلب الأزرق "

**كقائمه**  
لون لاين

27-07-2018

هبة حميدي

[hakaekonline](http://hakaekonline)

تنظم الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص ندوة دولية للإعلان عن انضمام تونس لحملة " القلب الأزرق " لمكافحة الاتجار بالبشر و توقيع جملة من اتفاقيات الشراكة مع عدد من الكليات والمنظمات الوطنية والدولية، إلى جانب الإعلان الرسمي عن الإستراتيجية الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص التي ستعتمدها الهيئة. وأفادت رئيسة الهيئة روضة العبيدي، في تصريح لحقائق أون لاين اليوم السبت 28 جويلية 2018، بأن حملة القلب الأزرق، هي حملة تحسيسية عالمية حول مدى خطورة الاتجار بالأشخاص. ولقنت إلى أن تونس من بين الدول المعنية بهذه الجرائم، لاسيما جرائم الاتجار بالأطفال عبر التسول واستغلالهم اقتصاديا وتشغيل القصر. وازدادت محدثتنا أنه حسب الاحصائيات الاخيرة وصل عدد الضحايا من الاطفال 740، غير ان الهيئة تعتقد ان العدد أكبر من ذلك، ولقنت الى انه يوجد 100 ضحية من الاجانب وهم شباب او كهول خاصة من المهاجرين غير الشرعيين، أين يتم تشغيلهم في مهن المطاعم والحضائر. وبيّنت العبيدي أنّ مشاركة تونس في "حملة القلب الأزرق" العالمية سيقدمها في أحسن صورة. وحول الاجراءات التشريعية والعملية لانقاذ ضحايا جرائم الاتجار بالأشخاص، بيّنت العبيدي أنّ تونس لها قانون منع الاتجار بالأشخاص لسنة 2016، أضف الى ذلك انها اعتمدت "بروتوكول باليرمو" وهو الأساس القانوني الدولي الذي يستند عليه المشرعون في وضع القوانين لمكافحة الاتجار بالبشر. وأشارت إلى أنّ تنقصها الآليات العملية لتنفيذ القانون والعمل على الحدّ من هذه الظاهرة ومعاينة مرتكبيها، وهو ما تعمل الهيئة على تداركه.



27-07-2018

[shemsfm](http://shemsfm)

### سفيان السليطي: 'العائدون من مناطق النزاع يمثلون كنز معلومات ومعطيات'

اعتبر اليوم الجمعة، الناطق الرسمي باسم القطب القضائي لمكافحة الإرهاب سفيان السليطي أن التونسيين العائدين من مناطق النزاع المسلح يمثلون كنز معلومات ومعطيات. وأضاف سفيان السليطي في تصريح لراديو شمس أف أم، أن العائدين من مناطق النزاع يتم التعامل معهم طبقا للقانون. وتابع أن أغلب الأطراف التي تم ترحيلها وتسليمها لتونس مودعة في السجون لكن هناك أطراف تم ترحيلها خاصة من ليبيا تبين أنهم كانوا يشتغلون في ليبيا فتم إبقائهم بحالة سراح.







27-07-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm)

### اتحاد الشغل يندد بتعرض وزير الشؤون الاجتماعية إلى الاعتداء

ندد الاتحاد العام التونسي للشغل اليوم الجمعة 27 جويلية 2018 بالاعتداء الذي تعرّض له أمس الخميس وزير الشؤون الاجتماعية محمد الطرابلسي بسبب احتجاجه على تاجر كان يعتف طفلا يشتغل عنده. واعتبر الاتحاد في تدوينه له على صفحته الرسمية على الفيسبوك، أن هذه الحادثة قد كشفت مرّة أخرى ما يتعرّض إليه الأطفال من اعتداءات يتمثل أخطرها في وقوعهم عرضة للتشغيل رغم أن القانون يمنع ذلك"، واصفا منظومة مراقبة حماية الأطفال من الاستغلال الاقتصادي بـ"الفاشلة والغائبة". وأكد أن إيقاف جريمة تشغيل الأطفال في تونس لا يمكن أن تتم بتدخل فردي بل بتفعيل أجهزة الرقابة الصارمة وإنفاذ القانون، مشيرا إلى أن الأطفال المشغّلين دون السنّ القانونية يقدر بأكثر من 215 ألف طفل، أي بنسبة 95 بالمائة من الأطفال الذين تتراوح أعمارهم بين 5 و 17 سنة. وكان وزير الشؤون الاجتماعية محمد الطرابلسي تدخل يوم أمس الخميس لحماية طفل من تعنيف مشغله في متجر بولاية صفاقس فوق بدوره ضحية لتعنيف صاحب المحل.

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 26-07-2018</p> <p><a href="http://huffpostmaghre">huffpostmaghre</a> <a href="#">b</a></p>	<p><b>Après la démission de Ben Gharbia: Des ONG appellent à supprimer le ministère des Relations avec les instances constitutionnelles, la société civile et des droits de l'homme</b></p> <p>Dans une déclaration conjointe, les associations et organisations estiment que de “pareils ministères n’existent pas dans les pays démocratiques”</p> <p>Neuf organisations et associations de la société civile ont appelé à la suppression du ministère des Relations avec les instances constitutionnelles, la société civile et des droits de l’homme, considérant que son rendement est “négatif”, présente des “menaces pour les libertés” et contribue à la dilapidation des fonds publics”. Dans une déclaration conjointe, les associations et organisations estiment que de “pareils ministères n’existent pas dans les pays démocratiques”. Ce ministère, ont-ils expliqué, a élaboré des projets de lois contraires aux normes internationales relatives aux droits humains et aux acquis constitutionnels en matière de liberté d’expression, de presse, d’accès à l’information et d’organisation dans le cadre d’associations et de partis. “Cela n’a fait que profiter aux lobbies politiques et financiers qui font fi de la loi et sont contre l’indépendance des médias publics et la HAICA”, souligne la déclaration. “Ces mêmes lobbies qui se sont évertués à instrumentaliser les médias pour manipuler l’opinion publique et la priver de son droit d’accéder à une information libre et conforme à la déontologie”. La déclaration conjointe a été signée par l’Association Vigilance pour la démocratie, la ligue tunisienne des Droits de l’Homme (LTDH), le Syndicat national des journalistes tunisiens, le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux, le Centre de Tunis pour la liberté de la presse, l’Union tunisienne des médias associatifs, l’Association tunisienne de défense des valeurs universitaires, l’Association des femmes tunisiennes pour la recherche sur le développement et le Comité pour le respect des libertés et des droits de l’homme en Tunisie. Mehdi Ben Gharbia, ministre des Relations avec les instances constitutionnelles, la société civile et les droits de l’homme a annoncé samedi 14 juillet courant sa démission de son poste de ministre.</p>
<p> 26-07-2018 M.A <a href="http://businessnews">businessnews</a></p>	<p><b>Nermine Sfar fête la République en talons et sous-vêtements</b> La jeune starlette Nermine Sfar a publié, le 25 juillet 2018, une vidéo la montrant en petite tenue avec le drapeau national. C’était une sorte d’hommage à la république en son jour de fête. Cette sortie de la jeune chanteuse, connue pour ses chansons « légères », a suscité une large polémique sur les réseaux. Les internautes se sont répandus en indignations, approbations et analyses. Certains ont même demandé à ce que la jeune femme soit jugée pour profanation du drapeau national. Quoi qu’il en soit, Nermine Sfar a réussi son coup et a fait le buzz. Son nom a tourné sur tous les réseaux sociaux tunisiens et on n’a parlé que de sa tenue...</p>

 <p>26-07-2018</p> <p>I. B.A</p> <p><a href="#">realites</a></p>	<p><b>Bochra Bel Haj Hmida: « je n'ai pas défendu Nermine Sfar »</b></p> <p>Dans un post publié sur sa page Facebook, Bochra Bel Haj Hmida a démenti les informations indiquant qu'elle soutenait Nermine Sfar qui, à l'occasion de la fête de la République, est montée sur le toit de l'immeuble où elle vivait et a dansé en tenue légère en tenant le drapeau tunisien. Une vidéo qui a été massivement relayée et critiquée par plusieurs internautes, politiciens et activistes qui l'ont accusée de profanation du drapeau national. Depuis, deux clans se sont constitués en Tunisie. Entre ceux qui la soutiennent et d'autres qui appellent à sa condamnation. Dans ce contexte, des informations ont indiqué que Bochra Bel Haj Hmida, présidente de la Commission des libertés individuelles et de l'égalité (Colibe), a décidé de soutenir Nermine Sfar précisant que celle-ci a indiqué que la danseuse était libre et pouvait faire ce qu'elle voulait. Toutefois, Bochra Bel Haj Hmida a tenu à préciser et à démentir ces informations indiquant qu'il s'agit de purs mensonges et qu'elle n'a pas pris de position en ce qui concerne l'histoire de Nermine Sfar et qu'elle n'avait pas à le faire ni avec elle ni pour une autre personne.</p>
 <p>26-07-2018</p> <p><a href="#">shemsfm</a></p>	<p><b>L'Association tunisienne des imams de mosquées n'accepte pas les propositions de la COLIBE</b></p> <p>Le président de l'Association tunisienne des imams de mosquées, Salem Addali, a déclaré aujourd'hui 26 juillet 2018 à Shems FM que les propositions de la Commission pour les libertés individuelles et l'égalité (COLIBE) sont absolument inadmissibles. La même source a ajouté que ces propositions visent à détruire la société tunisienne. Salem Addali a également appelé à faire participer les spécialistes de sciences islamiques et de la charia dans la prise de décisions.</p>
 <p>26-07-2018</p> <p><a href="#">mosaïquefm</a></p>	<p><b>L. Zitoune : Voici où réside la vraie humiliation du drapeau Tunisien</b></p> <p>Lotfi Zitoune, conseiller politique du chef du parti Ennahdha, a écrit un statut sur son profil Facebook en réponse à la polémique qu'a créée la vidéo postée par Nermine Sfar tenant le drapeau Tunisien en bikini le jour de la fête de la République, hier le 25 juillet, considérée comme humiliation. En effet, il a écrit que l'humiliation réelle est celle du malade qui ne trouve pas un médicament le maintenant en vie, celle de l'eau coupée en pleine canicule dans plusieurs régions, celle de l'augmentation des prix insupportable pour les pauvres et pour les plus démunis et celle de la dévaluation de la monnaie nationale. Il a poursuivi disant que l'humiliation est l'égoïsme des responsables qui ne pensent qu'à leurs propres intérêts et négligent l'intérêt commun, elle est ce million de chômeurs marginalisés et ignorés.</p>



## مقالات باللغة العربية

### السيخة: إيقاف شاب شوه وجه خطيبته السابقة



26-07-2018

سعيدة الجلاصي

[alchourouk](http://alchourouk.com)

أقدم شاب ثلاثيني، أصيل منطقة دار الجمعية من معتمدية السيخة ولاية القيروان منذ ثلاثة أيام على الإعتداء بالعنف الشديد وتشويه وجه خطيبته السابقة بواسطة سلاح أبيض ما تسبب لها في أضرار تم نقلها على إثرها إلى وحدة الأغلبية للاختصاصات الجراحية أين تلقت الإسعافات اللازمة وحالتها الصحية الآن مستقرة. هذا وتمكنت المصلحة الجهوية لمقاومة العنف ضد المرأة والطفل أمس الأربعاء 25 جويلية، من إيقاف الجاني، هذا وقد أذنت النيابة العمومية بالإحتفاظ به ومواصلة الأبحاث معه.

### البت في عدد من الدعاوى المتعلقة برفض مطالب النفاذ إلى المعلومة



26-07-2018

[lemaghreb](http://lemaghreb.com)

قضى مجلس الهيئة الوطنية للنفاذ إلى المعلومة، بإلزام رئيس الهيئة العليا لحقوق الإنسان والحريات الأساسية بتمكين أحد المدعين من الحصول على نسخة ورقية من القائمة النهائية لشهداء الثورة وجرحاها. واعتبرت الهيئة في بلاغ لها أمس أن تأخر الجهات الرسمية في نشر القائمة النهائية لشهداء الثورة ومصايبها بالرائد الرسمي طبقا لما تقتضيه أحكام الأمر عدد 515 لسنة 2013، لا يحول دون الحق في النفاذ إلى هذه القائمة. كما قررت قبول الدعوى المرفوعة من قبل منظمة « أنا يقظ» ضد رئاسة الحكومة ووزارة العلاقة مع الهيئات الدستورية والمجتمع المدني وحقوق الإنسان، بخصوص النفاذ إلى قائمة الأحزاب التي رفعت تقارير مراقبي الحسابات الخاصة بقائمتها المالية السنوية بين سنوات 2011 و2017، وتلك التي لم تتول احترام هذا الإجراء، كالنفاذ إلى نسخ من هذه التقارير. ووفق ما جاء في نفس البلاغ، تم رفض الدعاوى الموجهة ضد بعض الأحزاب السياسية على أساس عدم خضوعها لأحكام قانون النفاذ إلى المعلومة وعدم ثبوت انتفاعها كأحزاب بتمويلات عمومية.

### جمعيات ومنظمات ترفض مشروع القانون المتعلق بإحداث السجل الوطني للمؤسسات



26-07-2018

[shemsfm](http://shemsfm.com)

عبرت عدد من الجمعيات والمنظمات في تونس الخميس، عن رفضها لمشروع القانون المتعلق بإحداث السجل الوطني للمؤسسات الذي قدمته مؤخرا وزارة العدل إلى مجلس نواب الشعب، واصفة إياه بـ"غير الدستوري" وبأنه "يهدد حرية الجمعيات في تونس". وأكدت 24 جمعية ومنظمة في بيان، تمسكها بمبدأ الشفافية والمساءلة للجمعيات التي يضمها فعليا المرسوم عدد 88 لسنة 2011 وبنظام التصريح الذي ينص عليه، داعية، إلى عدم الانزلاق نحو نظام ترخيص يقود إليه مشروع قانون سجل المؤسسات الذي يعرض حاليا على أنظار مجلس نواب الشعب في جلسة عامة تقام اليوم الخميس. ووصفت المنظمات، مشروع القانون بعدم الدستوري وذلك لمخالفته لأحكام الفصل 65 من الدستور الذي يوجب تنظيم الجمعيات بمقتضى قوانين أساسية و ليس قوانين عادية، معبرة عن عميق انشغالها لما وصفته بالصبغة الجزرية التي يكتسيها مشروع القانون المذكور والتي تتعارض مع مبدأ حرية تكوين الجمعيات المضمون دستوريا وطبقا للمعاهدات الدولية التي صادقت عليها تونس. ودعت الجمعيات مجلس نواب الشعب الى التدقيق في توصيات مجموعة العمل المالي "غافي" والشركاء الدوليين الذين يرفضون بدورهم الطابع الجزري وتضييق الحرية ضد الجمعيات في إطار مكافحة غسيل الاموال والإرهاب. ورأت، أن المشروع سيؤدي عمليا إلى العزوف عن العمل المدني وسينعكس سلبا على الدور التعديلي الذي تلعبه الجمعيات، مشيرة إلى أنه تم تصنيف الجمعيات في أهداف المشروع "كناشط إقتصادي" في حين أنها لا تعتبر كذلك إلا بصفة عرضية أو لنوعية معينة من الجمعيات مثل جمعيات المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المختصة في التمويل الصغير. وأعربت هذه المنظمات عن قلقها الشديد لما أسمته بـ"تواتر المبادرات التشريعية من عديد الوزارات

قصد تحجيم دور الجمعيات والسيطرة عليها" ، منبهة من " أن تقديم وزارة العادل هذه المبادرة التشريعية يتزامن مع بدء وزارة حقوق الإنسان والهيئات الدستورية والعلاقة مع المجتمع المدني بالإعداد لإطار تشريعي جديد لعمل الجمعيات". وتضمنت قائمة المنظمات الممضية على البيان، كلا من المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية وجمعية البوصلة ومراقبون وجمعيتي والجمعية التونسية للدفاع عن الحريات الفردية واللجنة من أجل احترام الحريات و حقوق الانسان في تونس والمرصد الدولي للجمعيات والتنمية المستدامة والجمعية التونسية للدفاع عن الحريات الفردية. وشملت قائمة الممضين كذلك جمعية يقظة من أجل الديمقراطية والدولة المدنية وجمعية دمج للعدالة والمساواة ومجموعة توحيد بن الشيخ وفني رغما عني والتحالف من أجل نساء تونس فضلا عن جمعيات " رؤية حرة وكلام وشوف " والشبكة الأورومتوسطية للحقوق وسوليدار تونس ومحامون بلا حدود وبرنامج لنكن فاعلين وفاعلات والجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات والمنظمة الدولية لمناهضة التعذيب.

#### صدرت بالرائد الرسمي: قائمة المناطق العسكرية المحجرة والمواقع الحساسة

أصدر وزير الدفاع الوطني ووزير الطاقة والمناجم والطاقات المتجددة قرارا يتعلق بضبط قائمة مواقع الإنتاج والمنشآت الحساسة والحيوية المعلنة مناطق عسكرية محجرة وتحديد إحداثياتها، تم نشره بالرائد الرسمي بتاريخ 17 جويلية الجاري. وتتعلق هذه المناطق بـ:

- مركز معالجة النفط بالصابرية (ولاية قبلي)
- محطة إنتاج بدوار الغريب بالفوار (ولاية قبلي)
- المنطقة الصناعية بغنوش (ولاية قابس)
- المنطقة الصناعية بالصخيرة (ولاية صفاقس)
- مركز الربط مع الشركة التونسية للكهرباء والغاز ببينسلهون (ولاية صفاقس)
- مركزي المعالجة حنبعل وصدر بعل بنفطة (ولاية توزر)
- محطة معالجة الغاز بقرقنة (ولاية صفاقس)
- محطة ضخ الغاز أولاد مرزوق بفريانة (ولاية القصرين)
- محطة ضخ الغاز بالسبيخة (ولاية القيروان).

وحسب الفصل الاول تعلن مناطق عسكرية محجرة، ابتداء من تاريخ هذا القرار وإلى غاية زوال الموجبات المبررة لذلك، مواقع الإنتاج والمنشآت الحساسة والحيوية المضبوطة إحداثياتها بجدول مصاحب لهذا القرار، والفضاءات المحيطة بها. كما ينص الفصل الثاني من القرار ان وزارة الطاقة والمناجم والطاقات المتجددة تتكفل بالتأكد من إنجاز أشغال التهيئة المطلوبة، ومتابعة أعمال الصيانة الدورية المستوجبة بالمواقع المنصوص عليها بالفصل الأول من هذا القرار. ويذكر ان قرارا مماثلا كان قد صدر في 28 نوفمبر 2017 وتضمن إعلان 10 مواقع بمختلف مناطق من الجمهورية "مواقع إنتاج ومنشآت حساسة وحيوية ومناطق عسكرية محجرة".



26-07-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm)

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST <small>MAGHREB - TUNISIE</small></p> <p>25-07-2018</p> <p>Rihab Boukhayatia</p> <p><a href="http://huffpostmaghre">huffpostmaghre</a> <a href="#">b</a></p>	<p><b>Des centaines de Tunisiens réunis pour les libertés individuelles et l'égalité</b></p> <p>Ils étaient très nombreux au Congrès de Tunis pour l'égalité et les libertés individuelles.</p> <p>Ils étaient très nombreux, plusieurs centaines de personnes, à se rassembler le 24 juillet, la veille de la fête de la République, au Congrès de Tunis pour l'égalité et les libertés individuelles afin de réitérer leur appel pour une Tunisie garantissant la jouissance des libertés individuelles et l'égalité absolue. Plus de 90 associations tunisiennes (ATFD, ADLI, Oxfam, Amnesty, HRW, Shams, Damj, Al-Bawsala, LTDH, EuroMed, FTDES, Beity, AFTURD...), plusieurs figures intellectuelles et artistiques (Zayneb Farhat, Nouri Bouzid, Fadhel Jaziri, Ibrahim Letaïef, Anissa Daoud, Lotfi Achour, Faouzia Charfi, Ali Mezghani, Sophie Bessis, Souhyr Belhassen...), et des citoyens lambda, réunis sous la houlette du "Pacte pour l'égalité et les libertés individuelles". D'autres personnalités étaient fortement présentes, dans les esprits, à travers des hommages de la salle: Chokri Belaid, Salah Zghidi, Ilhem Marzouki, Raja Ben Ammar, Safia Farhat, etc. Tant de personnalités disparues dont les parcours témoignent du long combat pour l'égalité et les libertés en Tunisie. Le Pacte contient 10 dispositions qui proclamant, entre autres, l'obligation d'abolir la peine de mort, l'égalité absolue entre les hommes et les femmes, la liberté de disposer de son corps, le droit à la vie privée, la liberté de penser, de conscience et de religion... "Convaincu-e-s de notre droit de vivre dans une Tunisie fédératrice de toutes et de tous dans nos différences, la diversité de nos couleurs, nos parcours, nos modes de vie et nos convictions; Acquis-e-s aux libertés dont nous rapprochons chaque jour du but; Soucieux (es) de préserver notre pays des divisions, humiliations et exclusions ainsi que de transmettre aux générations futures une Tunisie meilleure, plus belle et plus méritantes; Nous individus et groupement, considérons que nous vivons aujourd'hui un moment décisif avec la publication du rapport de la Commission des libertés individuelles et de l'égalité et sa diffusion au public Nous sommes pleinement conscients de la responsabilité qui nous échoit de saisir cette date historique afin d'expurger la législation tunisienne de toutes empreintes discriminatoires, restrictives ou attentatoires aux libertés dans l'objectif de réaliser les impératifs de la Constitution tunisienne du 27 janvier 2014, en harmonie avec les standards internationaux des droits humains et en accord avec les tendances contemporaines en matière des droits humaines et de libertés collectives et individuelles", proclame l'introduction du Pacte. La proclamation de ces dispositions a eu lieu à travers des lectures solennelles, mais aussi portées par des chants de Yasser Jradi, Lobna Noomene, la verve de Majd Mastoura, la poésie incisive de Leila Toubel, les mots acerbes de Wahida Dridi ou encore la fraîcheur d'une Najoua Zouhair. Des paroles fortes ont été dites, sans détour, elles évoquaient un président de</p>

la République pas solidaire d'une Colibe qu'il a lui-même instaurée, des islamistes aux aguets, une certaine gauche molle ou qui s'est reniée, une jeunesse marginalisée par une frange de la société civile, etc. Cette initiative vient épauler le rapport de la Colibe, dont les membres font face à des campagnes virulentes, le Pacte n'est toutefois qu'une lecture dudit rapport. D'ailleurs, les membres présents au Congrès à l'instar de Slim Laghmani, Salwa Hamrouni et Dorra Bouchoucha ont insisté sur le fait de ne pas confondre les recommandations du rapport de la Colibe avec celles du Pacte



24-07-2018

I.N

[businessnews](http://businessnews.com.tn)

### **Grâce présidentielle en faveur de 1891 détenus**

Le président de la République, Béji Caïd Essebsi, a décidé, à l'occasion de la commémoration du 61ème anniversaire de la fête de la République, de gracier 1891 condamnés, dont 489 seront libérés de prison. Le chef de l'Etat a reçu, ainsi, ce mardi 24 juillet 2018 au palais de Carthage, le ministre de la Justice, Ghazi Jeribi, au palais de Carthage, qui lui a présenté un rapport sur les résultats des travaux de la commission d'amnistie. Il a approuvé, aussi, la proposition du comité d'amnistie concernant l'extension de la période de travail avec les mesures exceptionnelles d'amnistie dans les affaires de chèque sans provision.



25-07-2018

F.K

[realites](http://realites.com.tn)

### **Les pilules contraceptives indisponibles dans les pharmacies, selon l'association des Pharmaciens**

Le manque de certains médicaments, notamment les génériques, se fait encore sentir en Tunisie. Dans une déclaration sur Mosaïque FM ce mercredi 25 juillet 2018, le président de l'association des pharmaciens, Nadhem Chakri, a indiqué que plusieurs médicaments vitaux, notamment ceux qui sont utilisés pour traiter le diabète, ne sont pas disponibles en générique. Il estime que la problématique se trouve au niveau de la direction pharmaceutique et des médicaments. Elle doit, dans ce contexte, revoir sa politique de gestion. Le président de l'association des pharmaciens a affirmé que les pilules contraceptives sont également indisponibles dans les pharmacies. « Une pharmacie n'obtient qu'une seule unité du médicament qu'elle a commandé. Or, chaque jour, on peut recevoir plusieurs citoyens qui ont besoin de ce même médicament », a-t-il encore expliqué.



25-07-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm.com.tn)

### **Arrestation d'une terroriste à Tataouine**

Les unités de la garde nationale de Tataouine ont arrêté, mardi 24 juillet, une jeune Niqabée âgée de 20 ans originaire de la région. La suspecte est condamnée à 2 ans de prison pour appartenance à une organisation terroriste.

24-07-2017

منى البوعزيزي

[alchourouk](http://alchourouk.com)

**تسجيلات هاتفية كشفت مافيا دواء السرطان في 3 مستشفيات: تزوير هويات أموات وتهريب الأدوية في أكياس القمامة**

لم يكن من السهل على الإدارة الفرعية للأبحاث الاقتصادية والمالية بالقرجاني أن تطيح بشبكة لتهريب أدوية السرطان تنشط في 3 مستشفيات ورغم الإمكانيات البسيطة تم الكشف عن خيوط الاخطبوط ... «الشروق» تكشف أسرار أخطر مافيا لسرقة أدوية السرطان من 3 مستشفيات بالعاصمة يقودها طبيب برفقة موظفين وأعوان من ادارات تابعة لوزارة الصحة ....

«نعم انا كشفت خيوط المافيا التي يتزعمها طبيب وشقيقي الاكبر وانا من عرضت حياتي للخطر من اجل ملايين مرضى السرطان وانا اليوم اعاني ومهدد بالقتل «هذا ما قاله «م.ب.س» «للشروق» مضيفا انه يطالب من هيئة مكافحة الفساد توفير حماية له معربا عن استعداده لمد الجهات المعنية بكل أسرار العمليات التي قام بها شقيقه في تهريب الادوية.

في منطقة الجديدة التابعة لولاية منوبة قام مساعد صيدلي في مستشفى عزيزة عثمانة بإخفاء كميات هامة من الادوية داخل مخزن بمنزله وغير بعيد عن نفس الجهة تم أيضا اخفاء وثائق وبطاقات تعريف لعشرات الاموات كانت تستعمل من قبل شبكة تهريب وسرقة الادوية ويتم استعمال هويات الموتى الذين ماتوا بسبب أمراض سرطانية خاصة ما بين سنوات 2012 و2013 و2014 و2015 و2016 و2017 وبداية سنة 2018.

الشبكة

«الشروق» كان لها لقاء مع مصدر مطلع كان له دور هام في الكشف عن مافيا ادوية السرطان داخل 3 مستشفيات حيث أكد ان شبكة التهريب وسرقة الادوية تتكون من العناصر التالية :

«ح.ل» موظفة في صندوق الوطني للتأمين على المرض مهمتها توزيع الادوية نحو ولايات تونس الكبرى سوسة والمنستير والمهدية تتخذ من مكتب بجهة «لافيات» مركز للعمليات الغير قانونية.

«و.ش» موظف بمستشفى عزيزة عثمانة مهمته السطو على ادوية السرطان وتغيير معطيات تتعلق بالمرضى.

«ا.ب.س» عون بمستشفى عزيزة عثمانة وهو الرجل الثاني في مافيا سرقة الادوية تمكّن في 6 سنوات من تهريب ما يقارب مليار من الادوية كما تورط في تزوير شهادته المدرسية حتى يساعد موظف في وزارة الصحة من الارتقاء في عمله دون موجب قانوني مستواه التعليمي سادسة ابتدائي ولكن تم ترقيته الى خطة مساعد صيدلي.

«ش.ا» موظف في صندوق الوطني للتأمين على المرض تم الكشف عن تورطه بعد سرقة مبلغ مالي ضخم من منزل طبيب متورط بدوره في تهريب الادوية وقد رصدته كاميرا احدى المنازل بجهة المنزه اثناء هروبه بحقيبة ليتبين انه احد ابرز عناصر شبكة تهريب ادوية السرطان.

«ه.ص» عون بمستشفى عزيزة عثمانة مهمتها التنسيق مع موظفة بمصحة العمران التي تبين ايضا انه يتم تهريب كمية هامة من الادوية من داخل المصحة المعنية.

«ه.ل» طبيب مختص في علاج مرض السرطان يقوم بشراء الادوية المهربة وبيعها لمصحات خاصة بالعاصمة وبعض ولايات الجمهورية.

«ا.ع» موظف بمصحة خاصة يقوم بالتنسيق بين الاعوان بـ3 مستشفيات على غرار مصحة العمران الاعلى وعزيزة عثمانة ومستشفى صالح عزيز مقابل حصوله على مبالغ مالية عن كل عملية.

## التهريب والإخفاء

بعد جمع الادوية المسروقة من 3 مستشفيات تابعة لوزارة الصحة يتم اخفائها داخل مخازن في ولايات تونس الكبرى يشرف عليها «ا.ب.س» وبعد دخوله الى سجن المراقبة بعد ثبوت تورطه في تهريب الادوية تم تسليم مفاتيح المخازن الى عنصر ثان يشرف الى حد اليوم على عمليات التخزين ليتم في مرحلة ثانية توزيع هذه الادوية على 3 موزعين.

يتم تسليم الادوية الى أصحاب صيدليات في ولايات تونس الكبرى ونابل ليقوموا بدورهم ببيعها لأصحاب مصحات خاصة بأسعار مضاعفة.

قام شقيق المتورط «ا.ب.س» بالتبليغ عن مخزن ادوية داخل منزله وبمساعدة نقابي امني «م.ر» تم اوصول المعلومات الى فرقة الابحاث الاقتصادية بالقرجاني التي تولت مراقبة المتهم الرئيسي لفترة طويلة ليتم القبض عليه متلبسا وبعد اعترافاته بأسماء متورطين كبار في القضية انطلقت الضغوطات عليه ليقرر لاحقا الاعتراف بانه المتورط الوحيد في القضية.

بعد اطلاق سراح المتهمين في القضية تبين ان الشبكة تواصل عمليات سرقاتها خاصة انهم ارتبطوا بتوفير كميات من ادوية السرطان لمصحات خاصة والى رجال اعمال ليبين.

يتم اخفاء الادوية المهربة من المستشفيات داخل اكياس قمامة ويتولى اعوان نظافة تابعين لعناصر سرقة الادوية من اخراجها خارج المستشفيات المعنية اين يتم تسليمها لباقي المجموعة كما يتم تسليم الادوية ايضا الى عدد من دكاكين العطارة القريبة من المؤسسات الصحية المعنية ويتولون بدورهم تسليمها الى العناصر المتفق عليها وعن تطورات الملف اكد مصدر «الشروق» ان تسجيلات هاتفية كشفت شبكة المتورطين والعناصر التابعة لهم مضيفا ان هذه العناصر تملك شبكة من العلاقات داخل اجهزة الدولة ساعدتها في العريضة داخل البلاد.

## وزارة الصحة

اتصلت «الشروق» بوزارة الصحة ولم يتسن لنا الحصول على إجابة وفي هذا السياق رفض مسؤول بسلطة الاشراف التدخل مؤكدا ان القضية متواصلة ضد عدد من المتهمين في سرقة أدوية السرطان من عدد من المؤسسات الصحية وسيتم الاعلان عن نتائج الابحاث وعلى الجميع تحمل مسؤوليتهم أمام هذه التجاوزات على حد تعبيره.

## حكاية أهون لاين

25-07-2018

أمل الصامت

[hakaekonline](http://hakaekonline)

## ماذا تفعل الهيئة الوطنية لمكافحة الفساد في مهرجان قرطاج؟

سجلت الهيئة الوطنية لمكافحة الفساد، مساء امس الثلاثاء 24 جويلية 2018، الذي شهد إحياء الحفل الثاني للفنانة أمينة فاخت، تواجدها داخل المسرح الأثري بقرطاج، من خلال منصة صغيرة تحمل شعارها في مدخل المدارج على الجهة اليمنى للمسرح. وأشرفت على المنصة ناشطتان في الهيئة اهتمتا بتوزيع ملصقات ومطويات توعوية بأهمية الابلاغ عن الفساد ولمحة عن قانون حماية المبلغين عنه وأنواع الحماية المتوفرة لهم. وتأتي هذه المبادرة في إطار الحملة التي أطلقتها الهيئة مؤخرا للتوعية بضرورة التبليغ عن الفساد والقنوات المتاحة لذلك مع ضمان حماية المبلغ، إذ سمحت ادارة مهرجان قرطاج بأن يكون المهرجان جزءا من هذه الحملة.




25-07-2018

[shemsfm](http://shemsfm)

## شركة يابانية تنشر إعلاناتها على أباط الفتيات!

أعلن موقع "SoraNews24" أن شركة الإعلانات اليابانية "The Wakino"، اقترحت نشر الإعلانات على أباط الفتيات الدعاية لديها. ونشرت الشركة على موقعها الإلكتروني الرسمي صورا للفتيات بإعلانات لصقت على أباطهن. ومن بين الإعلانات التي نشرت على أجساد الفتيات ملصقات تروج لوكالة مباحث خاصة وموقع إلكتروني للتوظيف ودعاية لمدرسة فنية. وأكد منشور الموقع أن خدمات وكالة الإعلانات حققت نجاحا فعليا من "المكان الجديد"، وخاصة لصالح صالونات التجميل وخدماتها المميزة في إزالة الشعر دون ألم.

 <p>25-07-2018</p> <p><a href="http://mosaiquefm">mosaiquefm</a></p>	<p><b>جمعية الأئمة: تقرير لجنة الحريات يتنافى مع الإسلام ويخرب المجتمع</b></p> <p>اعتبرت جمعية الأئمة أن تقرير لجنة الحريات الفردية و المساواة "يتنافى مع الدستور والدين الاسلامي ويخرب المجتمع"، وقال رئيس الجمعية سالم العبدلي إن مثل هذه الاصلاحات داخل المجتمع لا تتم الا عبر مجلس وطني يجمع كافة المختصين 'وأهل الذكر" من أجل القيام بدراسة علمية، حسب تصريحه خلال وقفة احتجاجية أمام مقر البرلمان اليوم.</p>

**Le 24-07-2018**

<http://adltn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 24-07-2018</p> <p><a href="http://huffpostmaghreb">huffpostmaghreb</a></p> <p><a href="#">b</a></p>	<p><b>Une étude affirme qu'il existe 25.000 "esclaves modernes" en Tunisie, l'Instance nationale de la lutte contre la traite des personnes dément</b></p> <p>Le rapport estime à 25.000 personnes, le nombre de tunisiens vivant une forme “d’esclavage moderne”, soit près de 2,18 personnes sur 1000 en terme de proportion.</p> <p>La Tunisie fait partie des pays où l’esclavage moderne est le moins présent en Afrique selon le “Global Slavery Index 2018” établi par la Walk Free Foundation, une organisation mondiale qui lutte contre l’esclavage moderne publié jeudi. Basé sur 3 critères, à savoir la prévalence, la vulnérabilité et les réponses du gouvernement, le rapport classe la Tunisie à la 126ème place en terme de prévalence parmi 167 pays étudiés. Une bien belle place puisque cela veut dire que la Tunisie est un des pays africains les moins touchés par l’existence de formes d’esclavage moderne en terme de proportion. Le rapport estime à 25.000 personnes, le nombre de tunisiens vivant une forme “d’esclavage moderne”, soit près de 2,18 personnes sur 1000 en terme de proportion. “L’esclavage moderne couvre un ensemble de concepts juridiques spécifiques, y compris le travail forcé, la servitude pour dettes, le mariage forcé, l’esclavage et les pratiques assimilables à l’esclavage, et la traite des êtres humains. Bien que l’esclavage moderne ne soit pas défini dans la loi, il est utilisé comme un terme générique qui attire l’attention sur les points communs entre ces concepts juridiques. Essentiellement, il s’agit de situations d’exploitation qu’une personne ne peut refuser ou laisser en raison de menaces, de violence, de coercition, de tromperie et / ou d’abus de pouvoir. Par exemple, leur passeport peut leur être retiré s’ils se trouvent dans un pays étranger, ils peuvent être victimes de violence ou être menacés de violence, ou leur famille peut être menacée” explique le rapport.</p> <p>Les 10 pays où il existe une forte prévalence de l’esclavage moderne sont:</p> <p>La Corée du Nord</p> <p>L’Erythrée</p> <p>Le Burundi</p>

La République Centrafricaine

L'Afghanistan

La Mauritanie

Le Soudan du Sud

Le Pakistan

Le Cambodge

L'Iran

Selon le "Global Slavery Index", en terme de vulnérabilité 39,2% des tunisiens sont vulnérables à l'esclavage moderne. Pour arriver à ce chiffre, l'index a mesuré et pondéré 35 variables dont la corruption, l'indice d'inégalité de genre, la capacité d'emprunter de l'argent, l'accès à l'eau potable ou encore la présence de filets de sécurité sociale. Concernant la réponse face à l'esclavage moderne, le "Global Slavery Index" donne la note de B au gouvernement tunisien sur une échelle allant de AAA à D, le triple A était le meilleur score, et le D le pire score.

La réponse des gouvernements à l'esclavage moderne est axé sur 5 critères à savoir:

L'identification et le soutien aux survivants de l'esclavage moderne pour en sortir et rester en dehors

Les mécanismes de justice pénale fonctionnent efficacement pour prévenir l'esclavage moderne

La coordination au niveau national et régional

Les facteurs de risque, tels que les attitudes, les systèmes sociaux et les institutions qui permettent l'esclavage moderne sont abordés par le gouvernement

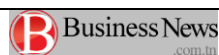
Le gouvernement et les entreprises cessent de s'approvisionner en biens et services produits par le travail forcé

La Tunisie est le deuxième pays africain où la prévalence de l'esclavage moderne est la moins présente derrière l'île Maurice. La Tunisie devance légèrement le Maroc et l'Algérie.

Au niveau continental, 9.240.000 personnes sont en situation d'esclavage moderne affirme le rapport, avec un pourcentage de vulnérabilité de 62% sur l'ensemble du continent, un chiffre qui démontre la précarité qui touche l'Afrique dans son ensemble. Contacté par Shems Fm, le journaliste Malek Khaldi, membre de l'Instance nationale de la lutte contre la traite des



personnes a affirmé que le chiffre de 25.000 personnes vivant une forme “d’esclavage moderne” en Tunisie “ne reflète pas la réalité”. “C’est chiffre énorme. Dans les pays où ces pratiques sont les plus courantes, on ne trouve pas un tel chiffre comme aux États-Unis par exemple. La Libye, où il existe des marchés aux esclaves, n’atteint pas ce chiffre de 25.000 personnes vivant une forme d’esclavage moderne” estime-t-il. Pour lui, la Walk Free Foundation s’est appuyée sur des indicateurs “étranges” comme la non alimentation en eau des habitants, le travail précaire ou encore l’accès aux crédits. Pour eux, une personnes qui n’a pas accès aux crédits est réputée en situation d’esclavage moderne”. “Avec les critères qui ont été choisis, c’est normal qu’on atteigne un tel chiffre (...) mais nous avons nos propres critères basés sur la loi de 2016 contre la traite des personnes en Tunisie et qui répondent aux critères internationaux communément utilisés” a-t-il expliqué. Revenant sur les cas d’esclavages aujourd’hui en Tunisie, Malek Khaldi affirme qu’un seul cas apparenté a été établi, il y a deux ans: “Il s’agit d’un cas qui est proche de l’esclavage, un cas de servage”. “Nous n’avons pas de cas d’esclavage répertoriés en Tunisie. Nous avons des cas de traites de personnes (...) d’exploitations sexuelles, d’exploitations économiques, ou domestiques” a-t-il ajouté évoquant le chiffre de 740 cas de traites de personnes en 2017.



#### **40 émigrés clandestins bloqués au large des côtes tunisiennes**

23-07-2018

S.H

[businessnews](http://businessnews.com.tn)

Le député Karim Helali a lancé un appel, ce lundi 23 juillet 2018, au ministre de l’Intérieur par intérim Ghazi Jeribi pour intervenir dans l’affaire des 40 clandestins étrangers sauvés par un capitaine tunisien et interdits d’entrer sur le territoire tunisien. Le député affirme que les émigrés, dont la majorité sont originaires d’Afrique subsaharienne, sont dans une situation humaine et sanitaire dangereuse. « Je vous appelle à traiter cette affaire en urgence et mettre fin à la souffrance de ces gens dans le cadre de la loi. L’image de la Tunisie ne peut être ternie davantage », s’adressa ainsi le député au ministre. A ce sujet, le président de l’instance régionale de la Croix rouge à Médenine, Mongi Selim, a indiqué que l’embarcation a été sauvée par un navire d’une société pétrolière tunisienne dans une zone relevant de Malte, sauf que les autorités maltaises ont refusé d’accueillir les rescapés. Arrivant en Tunisie, les autorités tunisiennes ont, également, refusé de les accepter pour des raisons de souveraineté. D’autre part, il a ajouté que même les rescapés refusent d’entrer sur le sol tunisien.



#### **De femme de ménage à femme d’affaires: l’incroyable ascension d’une universitaire tunisienne**

24-07-2018

W.J

[realites](http://realites.com.tn)

Elle s’appelle Nadia M’rabi, âgée de 25 ans, patronne d’une société de services à domicile. L’histoire de son parcours professionnel a enflammé la toile. Dans un reportage publié sur Aj+ Arabi, la jeune entrepreneure a partagé son expérience et son incroyable ascension sociale après beaucoup de labeur.

« Ma famille n'était pas au courant de mon travail. Elle ne savait pas que j'étais femme de ménage. Je ne voulais pas que mes parents prennent mal le fait que je sois diplômée du supérieur et que je travaillais tout de même en tant que femme de ménage. C'est la mentalité de notre société. Maintenant j'ai une société de services à domicile spécialisée essentiellement dans le ménage et l'organisation des mariages. J'ai deux diplômes, le premier en comptabilité, le deuxième en commerce international. Je n'ai jamais travaillé dans mon domaine car je n'ai pas eu d'opportunité. Mon projet a été financé par la banque grâce à l'idée.

Beaucoup de femmes ne jouissent pas de leurs droits dans ce travail de femme ménage, elles se font exploiter. Mais personnellement, je n'étais pas victime d'harcèlement ou quelque chose de ce genre...

J'ai une famille à ma charge, composée de 7 personnes. Mon père travaillait dans le commerce et dans l'agriculture auparavant mais comme il a eu des problèmes de santé, j'ai pris le relais. Je disais à mes parents que j'étais ouvrière dans une usine de textile. Quand j'ai eu l'idée du projet je les ai alors mis au courant de mon expérience dans le domaine. Au début, ils étaient choqués car j'ai caché ça pendant trois ans. Même mes amis n'ont pas accepté mon boulot. Quant à moi, j'ai appris qu'il ne faut jamais dénigrer un métier...le plus important c'est de gagner sa vie avec dignité. Je suis contente de ce que j'ai fait et fière de ce que je suis devenue. Il y a toujours des opportunités, il faut juste saisir la bonne...», a-t-elle relaté.



19-07-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm)

### Abdelaziz Mehrzi : Voici ce que je pense de l'égalité dans l'héritage

L'acteur tunisien, Abdelaziz Mehrzi, a déclaré au micro de Corniche, jeudi 19 juillet 2018 qu'il a abordé le sujet de l'égalité dans l'héritage dans sa pièce de théâtre parce qu'il est d'actualité et non pour défier le texte coranique. "Comment peut un sujet pareil créer une telle polémique?" s'est-il interrogé, ajoutant "Tout est discutable et je ne pense pas que les membres de la Colibe ont touché au texte sacré". "Je suis pour l'égalité dans l'héritage mais je ne l'ai pas explicité dans ma pièce de théâtre, je me suis contenté d'exposer la problématique", a-t-il commenté.

### مقالات باللغة العربية



24-07-2018

إيمان بن عزيزة

[alchourouk](http://alchourouk)

### اليوم انتخاب 4 من أعضائها: المحاصصة الحزبية... خطر على استقلالية المحكمة الدستورية

شهد تركيز المحكمة الدستورية مساراً متعثراً حيث فشل مجلس نواب الشعب في انتخاب أربعة من أعضائها من بين 12 عضواً نصّ عليهم القانون الأساسي عدد 50 المنظم للمحكمة الدستورية. ومن المنتظر أن تتعقد اليوم جلسة بمجلس نواب الشعب لانتخاب 4 أعضاء للمحكمة الدستورية وسط مخاوف من "تسييسها" وضرب استقلاليتها، وتفصيلها على المقاس في إطار المحاصصة الحزبية خاصة وأن تركيز المحكمة الدستورية عرف "خرقاً فاضحاً وتأخيراً متعمداً".

وتتزايد المخاوف من المحاصصة الحزبية في تركيبة المحكمة الدستورية، خاصة في الأعضاء الأربعة، الذين سيعينهم رئيس الجمهورية الباجي قائد السبسي.

يجب النأي بأعضاء المحكمة الدستورية عن كل التجاذبات السياسية والحزبية واستقلاليتهم خط احمر خاصة امام ما ينتظرهم من مهام جسيمة وثقيلة اولها خلق التوازن بين السلطات وتنقية كل القوانين السابقة والقادمة من كل شوائب عدم الدستورية.

هذا ما اكده القاضي انس الحمادي رئيس جمعية القضاة التونسيين في حديثه مع «الشروق» و اضاف ان من اكبر الضمانات كي تقوم المحكمة الدستورية بمهامها على اكمل وجه واعلى قدر من الحرفية ان يكون اعضاؤها مستقلين بأتم معنى الكلمة ويكونوا محرزين على اكبر قدر من التوافق بين كل الكتل داخل مجلس الشعب.

واوضح الرئيس الحمادي ان التصييص في قانون المحكمة الدستورية على ان عضوية هذه المحكمة تكون باغلبية ثلثي اعضاء المجلس كانت اساسا لتحقيق هذه الغاية وهي النأي بأعضاء المحكمة عن التجاذبات الحزبية خاصة وان التركيبة الحالية لمجلس نواب الشعب لا تمكن كتلة اوكتلتين من الاحراز على هذه الأغلبية وبالتالي لا يمر الا الاعضاء الذين تربطهم بهم علاقات خاصة «الولاء السياسي».

ونبه الرئيس الحمادي من خطورة الاقدام على خطوة تنقيح قانون المحكمة الدستورية في اتجاه النزول بالاغلبية المفترضة في اعضاء المحكمة من الثلثين الى الاغلبية المطلقة اوالى ما دون الاغلبية المطلقة خاصة وانه سبق وان تم انتخاب احد اعضاء المحكمة باغلبية الثلثين ولا يمكن ان يتم انتخاب بقية الاعضاء بنسبة تقل عن ذلك فضلا عن ان بعض الهيئات الدستورية الاخرى التي تقل من حيث القيمة ومن حيث المهام ومن حيث المرتبة عن المحكمة الدستورية يتم انتخاب اعضائها باغلبية الثلثين وبالتالي من المفروض ان يتم التمسك بانتخاب الاعضاء باغلبية الثلثين وان يتم اختيار هؤلاء والتصويت لهم بناء على معياري الكفاءة والاستقلالية والاكثر توافقا بين كل الكتل .

#### استحقاق دستوري

دعا الرئيس انس الحمادي مجلس نواب الشعب الى تحمل مسؤوليته في تحقيق هذا الاستحقاق الدستوري والعبور من هذا الامتحان الكبير والنجاح في انتخاب اعضاء المحكمة الدستورية حتى نمر الى المرحلة القادمة وهي انتخاب 4 اعضاء من المجلس الاعلى للقضاء وتعيين 4 اعضاء من قبل رئيس الجمهورية حتى نتمكن في اقرب وقت ممكن من تركيز المحكمة خاصة ونحن مقبلون على سنة سياسية بامتياز (2019) فيها العديد من المواعيد السياسية والقوانين الهامة ولا بد ان تخضع تلك القوانين الى رقابة المحكمة الدستورية ومن المسمي الى تونس ان يتواصل تأخير ارساء المحكمة الدستورية خاصة وانه لم يعد اي مبرر لذلك. اذا يجب تغليب صوت المصلحة الوطنية العليا على صوت المصالح الحزبية والسياسية الضيقة حتى تحظى المحكمة الدستورية بثقة المواطن وتنجح في اداء مهامها بعيدا عن اي ضغوطات وفي كنف الاستقلالية


#### عدد من المنظمات الوطنية تعلن عن تأسيس 'ميثاق تونس للمساواة والحريات الفردية'

أعلن عدد من منظمات المجتمع المدني بعد ظهر اليوم الثلاثاء عن تأسيس ميثاق تونس للمساواة والحريات الفردية وذلك بحضور عدد من الشخصيات الحقوقية و الاكاديمية. ويتضمن ميثاق تونس للمساواة والحريات الفردية عشرة فصول تؤكد على ضرورة ملائمة جميع التشريعات مع الدستور التونسي واعلاء قيم الحرية والمساواة والحق في الحياة والمساواة في جميع الحقوق وتأمين حرية الفكر و الضمير والدين ونبذ كل اشكال القمع. كما شمل نص الميثاق مسألة الحقوق والحريات الجنسية و ضرورة ان تحمي الدولة جميع الفضاءات و الممارسات التي يضبطها القانون والدستور. وفي تصريح لراديو شمس أف أم، قدم عضو الجمعية التونسية للدفاع عن الحريات الفردية وحيد الفرشيشي المزيد من التفاصيل. يشار الى ان الجمعيات التي اعلنت هذا الميثاق هي بالخصوص النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين وجمعية " لنكن " وجمعية "الشارع فن" وجمعية "موجودين" والمنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية والجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات.



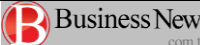

24-07-2018




[shemsfm](http://shemsfm.org)

 <p>24-07-2018</p> <p><a href="http://mosaiquefm">mosaiquefm</a></p>	<p style="text-align: right;"><b>تجنيد الإناث: التونسيات يبدین آراءهن</b></p> <p>أعدت وزارة الدفاع الوطني مؤخرا مشروع قانون يخص التجنيد التطوعي نظرا لعزوف الشباب التونسي عن أداء الخدمة التطوعية المدنية. وتضمن مشروع القانون إلغاء التعيينات الفردية و تمتع من أدى الخدمة الوطنية بالأولوية في الحصول على عمل بالوظيفة العمومية والأولوية في الحصول على القروض و عدة امتيازات أخرى تحفيزية.. كما ينص مشروع القانون على تولي وزارة الدفاع الوطني استقطاب أكبر عدد من الإناث علما وان الإقبال النسائي إلى حد اليوم لم يتجاوز 6 بالمائة، بالإضافة إلى العمل على توفير الفضاءات الضرورية الخاصة بهن داخل الثكنات في إطار تفعيل مبدأ المساواة بين الجنسين. وفي هذا الإطار، قامت موزاييك برصد آراء الفتيات التونسيات حول هذا المشروع ومدى استعدادهن لأداء الخدمة الوطنية</p>
---	--

**Le 23-07-2018**

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
 <p>23-07-2018</p> <p>M.B.Z</p> <p><a href="http://businessnews">businessnews</a></p>	<p><b>La Tunisie condamne l'adoption de la loi définissant Israël comme "l'Etat-nation du peuple juif"</b></p> <p>Le ministère tunisien des Affaires étrangères, a vivement condamné l'adoption par le parlement israélien, jeudi dernier, d'une loi définissant le pays comme "l'Etat-nation du peuple juif". « La Tunisie exprime sa ferme condamnation de cette mesure, dans laquelle Israël confirme son non-respect, une fois de plus, aux résolutions de la légitimité internationale et sa négation des droits historiques du peuple palestinien », précise un communiqué du département publié ce dimanche 22 juillet 2018. La Tunisie estime que cette loi menace la sécurité et la stabilité de la région et consacre le racisme et l'exclusion. Des arguments partagés par les opposants Arabes israéliens, qui ont vivement contesté la loi en question. « Nous appelons la communauté internationale et le Conseil de sécurité à assumer leurs responsabilités afin de mettre un terme à la politique aveuglée d'Israël et assurer une protection internationale au peuple palestinien, à la préservation de ses droits et du statut juridique et historique du territoire palestinien occupé » a enfin souligné le MAE. Cette loi controversée fait de l'hébreu la seule langue officielle d'Israël, alors que l'arabe avait auparavant un statut identique. Le texte dispose également que Jérusalem est la capitale d'Israël, y compris la partie orientale de la ville annexée et occupée.</p>
 <p>21-07-2018</p> <p>B.H</p> <p><a href="http://realites">realites</a></p>	<p><b>Rattachement imminent de la Radio Zitouna à la Radio Nationale</b></p> <p>Dans un communiqué rendu public ce samedi 21 juillet 2018 sur sa page officielle Facebook, l'Union Générale Tunisienne du Travail UGTT a annoncé que le ministre des finances Ridha Chalghoum a reçu vendredi 20 juillet au siège du ministère une délégation de la centrale syndicale formées du secrétaire général adjoint Sami Tahri, et de général de l'Information</p>

	<p>Mohamed Saidi et du secrétaire général du syndicat de base de la Radio Abdelsalem Chamtour. Le même communiqué a indiqué que cette rencontre a porté sur la situation au sein de la Radio nationale et de l'établissement de la télévision nationale. La question de l'activation de l'accord portant sur la régularisation de la situation professionnelle et le paiement des honoraires ainsi que l'application des accords du 19 avril et du 2 mai 2018 a été évoquée lors de cette réunion. De son côté, le ministre des finances s'est engagé à activer dans les meilleurs délais l'accord portant sur le rattachement de la radio Zitouna, en tant qu'institution confisquée depuis la révolution, à l'établissement de la radio tunisienne.</p>
 <p>21-07-2018 <a href="http://shemsfm">shemsfm</a></p>	<p><b>Ministère de la Défense : Un projet de loi pour lutter contre la réticence à s'engager dans le service militaire</b></p> <p>Le ministre de la Défense nationale, Abdelkrim Zbidi, a indiqué, vendredi, que le taux d'engagement volontaire pour le service militaire en Tunisie ne dépasse pas les 1% de l'ensemble de la population concernée par le service national. Le ministère de la Défense a préparé un projet de loi sur le service militaire volontaire qui vise à atténuer le phénomène d'aversion pour le service national, a-t-il ajouté dans une déclaration à l'Agence TAP en marge de la signature d'un accord de coopération entre son département et le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Ce projet de loi, a-t-il noté, consacrerait aussi le principe d'égalité entre femmes et hommes dans l'obligation de servir et ce à travers l'augmentation, de manière progressive, du nombre de femmes engagées au service de la défense du pays. L'application de cette mesure exige la mise à niveau des installations militaires, a-t-il tenu à préciser. Le ministre a noté que le taux d'engagement des femmes pour le service national est estimé à 6 pc de l'ensemble de la population concernée. Il a, par ailleurs, précisé que son département a transmis le projet de loi de service militaire volontaire au gouvernement pour examen. Une fois approuvé, il sera soumis à l'Assemblée des représentants du peuple.</p>
 <p>18-07-2018 <a href="http://mosaïquefm">mosaïquefm</a></p>	<p><b>M.Hamadi : la chanson Ya Lili n'est pas adaptée aux enfants</b></p> <p>Le délégué général de l'enfance, Meyhar Hamadi a déclaré dans son intervention sur les ondes de Mosaïque FM dans Corniche, ce mercredi 18 juillet 2018, que la chanson ya Lili, interprétée par le rappeur Balti et Hamouda n'est pas adaptée aux enfants. Il a ajouté les paroles de ladite chanson contiennent des termes non conseillés aux enfants et leur transmet un message de désespoir.</p>
	<p>مقالات باللغة العربية</p>
 <p>22-07-2018</p>	<p><b>بنزرت الجنوبية: وحش آدمي يغتصب فتاة حاملة لإعاقة ذهنية وعضوية</b></p> <p>تفيد وقائع القضية بأنه -على إثر تفتن والدته فتاة في العقد الثاني من عمرها حاملة لإعاقة ذهنية وبدنية بادية عليها آثار عنف</p>

ودماء في تباها تشير الى كونها تعرضت الى عملية مواجهة كاملة فتقدمت عائلتها بشكاية في الغرض وأمام خطورة الحالة تم منح العائلة تسخيروا طبييا للوقوف على الحالة الصحية للفتاة وتشخيص ما تعرضت له. وتبين أنها تعرضت لعملية مواجهة بالغضب تسببت في افتضاض بكارتها. وبالتوازي مع ذلك شرعت وحدات فرقة الأبحاث العدلية للحرس الوطني بالتنسيق مع فرقة مناهضة العنف ضد المرأة والطفل في البحث عن الجاني بعد تزودهم ببعض المعلومات الشحيحة ليتمكنوا بعد ذلك في وقت وجيز من تحديد هوية الجاني وإلقاء القبض عليه. وبجلبه الى مقر الأمن وبسماعه أنكر ما نسب اليه من أفعال. هذا وبالاستكمال الأبحاث معه وما توفر بمحضر البحث من أدلة تمت إحالته على أنظار السيد وكيل الجمهورية ببنزرت بحالة إيقاف والذي بدوره أحاله على السيد قاضي التحقيق الذي أصدر في شأنه بطاقة إيداع بالسجن لمواصلة البحث معه ومع كل من سيكشف عنه البحث .



23-07-2018

[shemsfm](http://shemsfm)

### محكمة العدل الدولية تلزم الإمارات بحماية حقوق القطريين

أمرت محكمة العدل الدولية دولة الإمارات بحماية حقوق مواطني قطر، وذلك وسط استمرار التوتر الشديد بين الدولتين. ورفع القطريون قضية تمييز ضد الإمارات في جوان الماضي لدى محكمة العدل الدولية. وألزمت المحكمة الإمارات بالسماح بلم شمل العائلات القطرية فوراً، قبل أن تنظر المحكمة بالكامل في القضية. كما أمرت المحكمة بالسماح للطلاب القطريين باستكمال دراستهم في الإمارات. وانضمت الإمارات إلى السعودية والبحرين ومصر العام الماضي في مقاطعة قطر، لاتهامها بدعم جماعات إسلامية مسلحة وارتباطها الوثيق بإيران.



23-07-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm)

### معهد الدراسات الاستراتيجية يحذر من 1000 سجين في قضايا الارهاب

حذر مدير المعهد التونسي للدراسات الإستراتيجية ناجي جلول خلال جلسة استماع صلب لجنة التحقيق في التسفير إلى بؤر التوتر، اليوم الاثنين، من خطورة عودة الاستقطاب سيما في ظل وجود أكثر من 1000 سجين في قضايا إرهاب في السجون التونسية من إجمالي 20 ألف سجين من سجناء الحق العام. كما تشير تقديرات السلطات التونسية إلى وجود ما لا يقل عن 3 آلاف إرهابي تونسي في بؤر التوتر مقابل تقديرات دولية تشير الى وجود ما لا يقل عن 6 آلاف إرهابي تونسي بالخارج، وهو مؤشر خطير حسب ما ورد في تقرير للمعهد التونسي للدراسات الإستراتيجية.